

N°ARR2023-613	VILLE DE SEVRAN
Département de la Seine-Saint-Denis	ARRÊTÉ DU MAIRE
Arrondissement du Raincy	
Canton de Sevrans	

Service émetteur : Direction de l'Urbanisme et du Foncier

Objet : Refus de Permis de construire comprenant ou non des démolitions PC 23-42

Demande déposée le 14/06/2023

Affichée en mairie le 20/06/2023

Demande : Construction d'un collectifs de 67 logements.

Sur un terrain sis 11-19 avenue Victor Hugo

93270 Sevrans

Référence cadastrale : BE47, BE48, BE49, BE50

Destination : Habitation

Surface de plancher créée : 3 908,00 m²

Référence dossier :

N° PC 93071 23 C0042

Demandeur : CITE CONSULTANTS

Représentée par : Monsieur Philippe GUIRIEC

Demeurant : 74bis rue de Vincennes

93100 Montreuil

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 421-1 et suivants, R. 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15 décembre 2015 par délibération du conseil municipal,

Vu la demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions susvisée,

Vu l'avis Défavorable de l'inspection Générale des Carrières (IGC) en date du 04/07/2023,

Vu l'avis Favorable avec prescriptions d'ENEDIS en date du 10/07/2023,

Vu l'avis Défavorable de PARIS TERRE D'ENVOL en date du 24/07/2023,

Considérant,

- que le projet consiste en la construction d'un collectif de 67 logements,
- que l'inspection générale des Carrières Paris a émis un avis défavorable en date du 04/07/2023,
- que PARIS TERRE D'ENVOL a émis un avis défavorable en date du 24/07/2023,
- que dans ces conditions, l'ensemble des travaux projetés ne peut être autorisé.

Arrête

Article 1 : Le Permis de construire comprenant ou non des démolitions est **REFUSÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2 : Le Directeur Général des Services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 3 : Le présent arrêté :

- sera transmis au préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité ;
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du maire de Sevrans dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L. 411-7 CRPA) ;
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site *Télérecours* www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite du maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à Sevrans.

05 SEP. 2023



Blanchet
Le Maire,
Stéphane BLANCHET

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **deux mois** à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.